

Les Canadiens de langue anglaise reconnaissent, bien sûr, que l'entente confédérative protégeait les droits des Canadiens français dans la province de Québec, au Parlement, et dans les tribunaux fédéraux. Mais la plupart avaient l'impression, et je ne crois pas me tromper en disant cela, qu'elle ne s'étendait pas plus loin que ces limites, du moins jusqu'à une époque encore très récente. Cela signifiait qu'à toutes fins utiles, il existerait un Canada de langue anglaise, avec un Québec bilingue. Ce qu'on appelle le «fait français» devait être quelque chose d'uniquement provincial.

Monsieur le président, cette différence de concept, en ce qui concerne le sens de la Confédération, s'est trouvée pendant bon nombre d'années, après 1867, refoulée dans l'ombre par d'autres préoccupations auxquelles je n'ai pas le temps de m'arrêter. Cependant, c'est là que se trouve la véritable source des malentendus actuels et des difficultés qui existent dans les rapports entre les deux races fondatrices du Canada.

Le premier conflit important, peut-être, entre ces deux différentes interprétations a éclaté au Manitoba quand on a soulevé la question des écoles. Puis, pendant et après la première guerre mondiale, le Canada français, et d'ailleurs aussi le Canada de langue anglaise—c'est-à-dire les Canadiens français et les Canadiens anglais—sont restés perplexes et découragés devant les interprétations contradictoires des obligations du Canada dans sa participation à cette guerre. D'autre part, les Canadiens de langue française estimaient, de plus en plus, qu'ils n'avaient pas réussi dans leur tentative de faire accepter leur culture dans les autres régions du Canada. Ils ont donc eu tendance à se retirer, frustrés, dans ce qu'on a parfois appelé la «réserve québécoise». Cette tendance à s'isoler n'a pas empêché, bien sûr, certains changements importants de se produire dans la province de Québec, surtout au cours des années 20, par suite, surtout, d'une rapide industrialisation.

Je crois qu'il est juste de dire que les Canadiens français ont été souvent assez lents à s'adapter au nouveau milieu industriel. La plupart de leurs chefs avaient une formation juridique, théologique ou médicale. L'avenir de la province de Québec leur apparaissait sous le jour de l'autonomie politique, de la décentralisation et d'une économie surtout agricole. Ils craignaient la nouvelle industrialisation comme une chose qui briserait la cohésion du Canada français et affaiblirait les valeurs qui lui sont particulières: les traditions et la culture qui lui sont propres.

Ces appréhensions ont grossi, comme on le voit dans la réalité, du fait que les bailleurs

de fonds, le personnel de direction et la main-d'œuvre spécialisée nécessités par l'expansion industrielle étaient surtout recrutés parmi les Canadiens anglais ou aux États-Unis. Ces directeurs, bailleurs de fonds, techniciens de l'extérieur pensaient à juste titre qu'ils contribuaient à l'enrichissement et au progrès matériel du Québec. Il leur était difficile de s'apercevoir, souvent sans qu'ils en soient à blâmer, que les Canadiens français étaient exclus de la direction des affaires et souvent même ne pouvaient participer de façon satisfaisante au développement économique de leur propre province. Par conséquent, les changements qui ont été bénéfiques à l'économie de la province avaient, du point de vue politique, l'inconvénient de venir très souvent de l'extérieur et d'être contraires à la mentalité de la province.

Cet état de choses a suscité énormément de malentendus. Nous, Canadiens anglais, devrions nous en rendre compte, car nous voyons souvent d'un mauvais œil la domination financière des Américains ou la part prépondérante que jouent les États-Unis dans nos entreprises industrielles de tout le secteur de la mise en valeur des ressources des régions anglaises de notre pays. Dans les provinces de langue anglaise, les barrières, quand elles existaient, étaient nationales et non pas raciales. Dans le Québec, elles étaient surtout raciales mais devenaient nationales chaque fois que les directeurs, ingénieurs et techniciens de langue anglaise ne faisaient pas plus d'efforts que les Américains, dans le Canada anglais, pour s'adapter au milieu culturel et linguistique de la province française.

Cela devait forcément provoquer des tensions politiques dans le progrès économique du Québec. Malgré des efforts vraiment sincères et consciencieux tentés de part et d'autre, et je crois que ces efforts se sont multipliés ces dernières années, pour amoindrir et faire disparaître ces tensions, «les deux solitudes» ont continué d'exister côte à côte dans bien des villes et des régions industrielles de la province de Québec. Dans les années qui ont suivi la Confédération, ce régime, si je puis l'appeler ainsi, de coexistence biculturelle ne posait pas de problèmes nombreux ni manifestes. A cette époque, les deux groupes n'avaient que des relations superficielles entre eux et l'anglais était devenu le langage du bilinguisme. Même après la seconde guerre mondiale, alors que la situation s'est mise à évoluer rapidement au Québec, le régime de l'Union nationale a aidé à cacher à la collectivité de langue anglaise ce qui se passait au Canada français.

La révolution industrielle du Québec s'est accompagnée, comme presque toutes les révolutions de ce genre, de révolutions analogues dans d'autres secteurs, qui se sont